



Voici les résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2015, terminé le 30 septembre 2014.

- Le bénéfice net a totalisé 155,7 millions de dollars, en hausse de 22,4 millions de dollars ou 16,8 %.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) s'est établi à 282,2 millions de dollars, en hausse de 41,8 millions de dollars ou 17,4 %.
- Les revenus du trimestre ont totalisé 2,701 milliards de dollars, en hausse de 471,0 millions de dollars ou 21,1 %.
- Le bénéfice par action (BPA) de base et le BPA dilué se sont établis à 0,39 \$ pour le trimestre, comparativement à un BPA de base et à un BPA dilué de 0,34 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 14,7 %.

(en millions de dollars canadiens (CAD), sauf les données par action)

(non audités)	Pour les périodes de	trois mois terminées les	Pour les périodes de six mois terminées les			
	30 septembre 2014	30 septembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013		
Revenus	2 701,3	2 230,3	5 322,1	4 403,9		
BAIIA	282,2	240,4	551,1	482,5		
Bénéfice net	155,7	133,3	301,0	270,0		
BPA						
De base	0,39	0,34	0,76	0,69		
Dilué	0,39	0,34	0,75	0,68		

- Dans le Secteur USA, le prix moyen du bloc¹ par livre de fromage a augmenté de 0,38 \$ US et le prix moyen du beurre² par livre a augmenté de 1,21 \$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, donnant lieu à une hausse des revenus. Les facteurs du marché³ ainsi que la hausse des prix de vente et des volumes de ventes de fromage ont eu une incidence positive sur le BAIIA.
- Le BAIIA du Secteur Canada a diminué principalement en raison de la hausse des coûts des ingrédients et d'exploitation, malgré l'apport, au cours du trimestre, des activités relatives au lait nature de Scotsburn Co-Operative Services Limited, dont l'acquisition a été conclue le 14 avril 2014 (l'acquisition de Scotsburn).
- Le BAIIA du Secteur International a augmenté en raison de l'apport de la Division Produits laitiers (Australie) découlant de l'acquisition de Warrnambool Cheese & Butter Factory Company Holdings Limited, dont les activités sont consolidées depuis le 21 janvier 2014 (l'acquisition de Warrnambool), et de la hausse des prix de vente sur les marchés d'exportation.
- La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin au cours du trimestre a eu une incidence positive sur les revenus et le BAIIA, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,13 \$ par action, payable le 12 décembre 2014 aux actionnaires ordinaires inscrits le 2 décembre 2014.
- Le 5 août 2014, le conseil d'administration a déclaré un dividende en actions correspondant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation, ce qui a eu l'effet d'un fractionnement, à raison de deux actions pour une, des actions ordinaires en circulation de la Société. Le dividende sur les actions ordinaires a été versé le 29 septembre 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 19 septembre 2014. Les actions ordinaires de la Société ont commencé à se négocier ex-dividende (en tenant compte du fractionnement) le 30 septembre 2014 et toutes les références aux actions ordinaires, aux options et autres informations connexes dans ce rapport ont été ajustées rétroactivement pour refléter le dividende en actions. Se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour de plus amples renseignements.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

Le « prix moyen du beurre » correspond au prix moyen quotidien du beurre de catégorie AA transigé sur la CME, utilisé comme prix de base du beurre.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les ventes d'aliments laitiers.

# Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objectif de fournir aux investisseurs une meilleure compréhension des activités, de la performance et de la stratégie de la Société, et d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour le trimestre terminé le 30 septembre 2014. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes complémentaires pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 septembre 2014 et 2013. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport tient compte des éléments importants survenus entre le 30 septembre 2014 et le 6 novembre 2014, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2014, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

## MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières. Ces énoncés sont fondés, entre autres, sur les hypothèses, les attentes, les estimations, les objectifs, les projets et les intentions de Saputo à la date des présentes en ce qui concerne les revenus et les charges prévus, l'environnement économique, industriel, concurrentiel et réglementaire dans lequel la Société exerce ses activités ou qui serait susceptible d'avoir une incidence sur ses activités, sa capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs, ainsi que la disponibilité et le coût du lait et des autres matières premières et l'approvisionnement en énergie, ses charges d'exploitation et le prix de ses produits finis sur les différents marchés où elle exerce ses activités.

Ces énoncés prospectifs portent notamment sur les objectifs à court et à moyen terme de la Société, ses perspectives, ses projets commerciaux et ses stratégies pour atteindre ces objectifs, ainsi que sur ses convictions, ses projets, ses objectifs et ses attentes. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « planifier », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « objectif », « continuer », « proposer », « cibler » ou « viser » à la forme affirmative ou négative, à l'emploi du conditionnel ou du futur, et à l'emploi d'autres termes semblables.

De par leur nature, les énoncés prospectifs sont exposés à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent être très différents des conclusions ou des prévisions données dans ces énoncés prospectifs. Par conséquent, la Société ne peut garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques qui pourraient entraîner un écart important entre les résultats réels et les attentes actuelles sont exposés dans les documents de la Société déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, notamment à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion figurant au rapport annuel 2014 de la Société.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction, que cette dernière estime raisonnables à la date des présentes, et par conséquent, sont sujets à changement par la suite. Vous ne devez pas accorder une importance indue à ces énoncés ni vous y fier à une autre date.

À moins que la législation en valeurs mobilières l'exige, Saputo ne s'engage nullement à mettre à jour ou à réviser ces énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits, pour son compte, à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement.

# MESURE DE CALCUL DES RÉSULTATS NON CONFORME AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Dans certains cas, lors de l'évaluation de mesures financières de la performance, la Société fait référence à des termes, tels que « BAIIA », « BAIIA ajusté », « bénéfice net ajusté » et « bénéfice par action ajusté », qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Par conséquent, ces mesures non définies par les IFRS ne sont pas susceptibles d'être comparables à des mesures intitulées ou décrites de façon semblable qui sont appliquées par d'autres sociétés cotées en Bourse, et elles n'indiquent pas non plus que les éléments exclus sont non récurrents.

La Société utilise le BAIIA comme mesure de performance, car il s'agit d'une mesure couramment utilisée dans le secteur et qu'elle reflète la rentabilité continue des activités consolidées de la Société.

Le BAIIA ajusté représente le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement et coûts d'acquisition, de restructuration et autres coûts. D'après la définition qu'en fait la Société, le bénéfice net ajusté s'entend du bénéfice net avant l'inclusion des coûts d'acquisition, de restructuration et autres coûts, déduction faite des impôts sur les bénéfices qui s'appliquent, le cas échéant. Le bénéfice par action ajusté correspond au bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de Saputo inc. par action ordinaire (de base et dilué). Les mesures financières définies par les IFRS les plus comparables aux mesures utilisées par la Société sont le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, ainsi que le bénéfice net et le bénéfice par action (de base et dilué).

Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté, tels qu'ils sont utilisés par la direction, permettent de présenter avec une plus grande précision et une meilleure comparabilité les activités en cours de la Société. Ces mesures procurent également aux lecteurs une représentation des activités jugée plus pertinente en ce qui a trait à la performance financière de la Société, car elle inclut de l'information financière supplémentaire qui peut être utilisée pour dégager les tendances ou des informations à fournir additionnelles qui donnent des détails sur la façon dont les activités de la Société sont exercées. Les mesures non définies par les IFRS permettent également une meilleure comparabilité avec les résultats des exercices précédents de la Société.

Le tableau ci-après présente un rapprochement du bénéfice net et du bénéfice par action avec le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté pour les trimestres au cours desquels la direction a fourni des mesures ajustées.

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

Pour les périodes de trois mois terminées les										
		31	31 mars 2014 31 mars 20							
		Par ac	tion		Par ac	tion				
	Total	De base	Dilué	Total	De base	Dilué				
Bénéfice net	119,8	0,31	0,31	100,5	0,26	0,25				
Coûts d'acquisition <sup>1</sup>	9,2	0,02	0,02	6,1	0,01	0,01				
Coûts de restructuration <sup>1</sup>	19,9	0,05	0,05	22,6	0,06	0,06				
Autres coûts <sup>1</sup>	3,9	0,01	0,01	=	-	-				
Bénéfice net ajusté	152,8	0,39	0,39	129,2	0,33	0,32				

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Après impôts sur les bénéfices.

La direction n'a exclu aucun élément du calcul du bénéfice net et du bénéfice par action pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 septembre 2014 et 2013. Par conséquent, aucun ajustement n'est nécessaire pour calculer le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté de ces périodes.

## **RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Les **revenus consolidés** du trimestre terminé le 30 septembre 2014 se sont élevés à 2,701 milliards de dollars, en hausse de 471,0 millions de dollars ou 21,1 % comparativement à 2,230 milliards de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est partiellement attribuable à la hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage et du prix moyen du beurre dans le Secteur USA, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'inclusion de la Division Produits laitiers (Australie), dans le Secteur International, et de l'acquisition de Scotsburn, dans le Secteur Canada, a contribué aux revenus pour le trimestre. Cette hausse est également attribuable à l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait dans les Secteurs Canada et International ainsi qu'à l'augmentation des volumes de ventes dans le Secteur USA. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 17 millions de dollars.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2014, les revenus ont totalisé 5,322 milliards de dollars, en hausse de 918,2 millions de dollars ou 20,8 % comparativement à 4,404 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage et du prix moyen du beurre dans le Secteur USA a donné lieu à une hausse des revenus par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'inclusion des revenus tirés de la Division Produits laitiers (Australie) dans le Secteur International et de l'acquisition de Scotsburn dans le Secteur Canada a également contribué à cette hausse. Dans les Secteurs USA et International, l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait ainsi que l'augmentation des prix de vente sur les marchés d'exportation ont donné lieu à une hausse des revenus. De plus, les volumes de ventes ont augmenté dans le Secteur USA, ce qui s'est traduit par une augmentation des revenus. La fluctuation du dollar canadien a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 51 millions de dollars.

Le bénéfice consolidé avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) du deuxième trimestre de l'exercice 2015 s'est établi à 282,2 millions de dollars, en hausse de 41,8 millions de dollars ou 17,4 % comparativement à 240,4 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA comprend l'apport de la Division Produits laitiers (Australie) pour le trimestre. La hausse des prix de vente sur les marchés d'exportation a donné lieu à une augmentation du BAIIA dans le Secteur International et a contrebalancé la hausse des coûts des ingrédients et d'exploitation. Des facteurs du marché favorables dans le Secteur USA ont également eu une incidence positive sur le BAIIA. Dans le Secteur Canada, la hausse des coûts d'exploitation a eu une incidence négative sur le BAIIA. La fluctuation du dollar canadien a eu une légère incidence favorable sur le BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2014, le BAIIA s'est établi à 551,1 millions de dollars, en hausse de 68,6 millions de dollars ou 14,2 % comparativement à 482,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est partiellement attribuable au BAIIA découlant de l'inclusion de la Division Produits laitiers (Australie) et à la hausse des prix de vente dans le Secteur International. Dans le Secteur USA, la hausse des volumes de ventes et l'efficience accrue ont compensé les facteurs du marché défavorables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des coûts d'exploitation dans les Secteurs Canada et International a eu une incidence négative sur le BAIIA, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La fluctuation du dollar canadien a donné lieu à une augmentation du BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

## **AUTRES ÉLÉMENTS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**

L'amortissement pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015 a totalisé 41,4 millions de dollars, en hausse de 5,7 millions de dollars, comparativement à 35,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2014, la charge d'amortissement a totalisé 80,3 millions de dollars, en hausse de 10,3 millions de dollars comparativement à 70,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces augmentations s'expliquent essentiellement par la charge d'amortissement additionnelle liée à l'acquisition de Warrnambool. Les augmentations reflètent également les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les **charges d'intérêts nettes** se sont accrues de 1,6 million de dollars et de 5,8 millions de dollars au cours des périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2014, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces hausses sont surtout attribuables à l'augmentation des emprunts, en raison de l'acquisition de Warrnambool.

Les **impôts sur les bénéfices** pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015 ont totalisé 66,9 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 30,1 % comparativement à 29,1 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les impôts sur les bénéfices pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2014 ont totalisé 132,0 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition de 30,5 % comparativement à 29,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant et la source des bénéfices imposables, les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition, et la révision des hypothèses et des estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** s'est chiffré à 155,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2014, comparativement à 133,3 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2014, le bénéfice net a totalisé 301,0 millions de dollars, comparativement à 270,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce résultat reflète les divers facteurs analysés dans le présent rapport.

## PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices	20	)15	2014				2014 2013		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	
Revenus	2 701,3	2 620,8	2 485,9	2 343,2	2 230,3	2 173,5	2 053,3	1 800,6	
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	282,2	268,9	277,8	260,0	240,4	242,1	229,7	212,5	
Bénéfice net	155,7	145,3	119,8	144,1	133,3	136,7	100,5	130,0	
Bénéfice net									
ajusté <sup>1</sup>	155,7	145,3	152,8	144,1	133,3	136,7	129,2	130,0	
BPA									
De base	0,39	0,37	0,31	0,37	0,34	0,35	0,26	0,33	
Dilué	0,39	0,36	0,31	0,37	0,34	0,34	0,25	0,33	
BPA ajusté <sup>1</sup>									
De base	0,39	0,37	0,39	0,37	0,34	0,35	0,33	0,33	
Dilué	0,39	0,36	0,39	0,37	0,34	0,34	0,32	0,33	

Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté (de base et dilué) sont des mesures non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » du présent rapport pour la définition de ces termes.

# Principaux facteurs consolidés ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA (en millions de dollars CAD)

(en millions de dollars CAD)						
Exercices	2015		2014			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché <sup>1, 2</sup>	10	(35)	16	9	(17)	12
Taux de change du dollar américain <sup>1</sup>	6	7	9	5	4	1

Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

# TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

(en milliers de dollars CAD)

,	•	es de trois mois es 30 septembre	•	des de six mois s 30 septembre
	2014	2013	2014	2013
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	269 726	228 229	454 503	441 069
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	201 238	182 317	311 027	301 907
Trésorerie utilisée pour les activités d'investissement	(45 526)	(45 375)	(138 477)	(96 295)
Trésorerie utilisée pour les activités de financement	(153 496)	(128 947)	(161 345)	(214 865)
Augmentation (diminution) de la trésorerie				
et des équivalents de trésorerie	2 216	7 995	11 205	(9 253)

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les ventes d'aliments laitiers.

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2014, la trésorerie générée par les **activités d'exploitation** a totalisé 269,7 millions de dollars comparativement à 228,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une hausse de 41,5 millions de dollars. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2014, la trésorerie générée par les activités d'exploitation a totalisé 454,5 millions de dollars comparativement à 441,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 13,4 millions de dollars.

La trésorerie nette générée par les activités d'exploitation au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2014 s'est élevée à 201,2 millions de dollars comparativement à 182,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette trésorerie supplémentaire de 18,9 millions de dollars est essentiellement attribuable à une augmentation du bénéfice net.

La trésorerie nette générée par les activités d'exploitation au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2014 s'est élevée à 311,0 millions de dollars comparativement à 301,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette trésorerie supplémentaire de 9,1 millions de dollars est attribuable à une augmentation des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation, d'un montant de 75,7 millions de dollars. Ce résultat a été contrebalancé par les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation de 62,3 millions de dollars, principalement en raison d'une fluctuation des éléments du fonds de roulement découlant de la hausse du prix du bloc et du prix du beurre dans le Secteur USA.

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2014, les **activités d'investissement** ont consisté en des ajouts d'immobilisations d'un montant de 41,7 millions de dollars et de 74,2 millions de dollars, et en des paiements liés à l'acquisition de Scotsburn d'un montant de 3,9 millions de dollars et de 65,0 millions de dollars, respectivement. Le montant de 3,9 millions de dollars représente la balance à payer du prix d'achat versée au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015.

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2014, les **activités de financement** comprenaient une hausse de 13,6 millions de dollars et de 44,0 millions de dollars des emprunts bancaires, le remboursement net de 57,6 millions de dollars et de 113,3 millions de dollars au titre de la dette à long terme et l'émission d'actions pour une contrepartie en trésorerie de 9,4 millions de dollars et de 26,8 millions de dollars dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions, respectivement. Au cours du deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2014, la Société a versé des dividendes d'un montant de 96,0 millions de dollars et racheté des actions pour un montant de 22,9 millions de dollars.

#### Trésorerie

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio)

	30 septembre 2014	31 mars 2014
Actif à court terme	1 970 541	1 895 846
Passif à court terme	1 610 916	1 725 094
Fonds de roulement	359 625	170 752
Ratio du fonds de roulement	1,22	1,10

## Gestion du capital

La stratégie de la Société en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en lui permettant d'effectuer des dépenses en immobilisations de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio et le nombre d'actions et d'options)

1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 -		
	30 septembre 2014	31 mars 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	50 086	39 346
Emprunts bancaires	347 253	310 066
Dette à long terme	1 677 125	1 789 294
Total des capitaux propres	3 059 798	2 839 160
Ratio de la dette portant intérêt sur les capitaux propres <sup>1</sup>	0,65	0,73
Nombre d'actions ordinaires	391 264 364	390 137 824
Nombre d'options d'achat d'actions	18 899 716	16 896 962

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Au 30 septembre 2014, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 50,1 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire existantes d'environ 900 millions de dollars, sur lesquelles 347,3 millions de dollars était prélevée. Se reporter aux notes 5 et 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour de plus amples renseignements sur les emprunts bancaires et la dette à long terme.

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, et les modalités et privilèges de chaque série doivent être établis au moment de leur émission. Aucune action privilégiée n'est en circulation. Au 31 octobre 2014, 390 653 736 actions ordinaires et 18 874 744 options d'achat d'actions étaient en circulation.

### **OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

Les obligations contractuelles de la Société consistent en des engagements relativement au remboursement de certains de ses emprunts à long terme ainsi qu'en certains contrats de location visant des locaux, de l'équipement et du matériel roulant.

/	1112	-1-	.1 - 11	0401
ιen	milliers	ae	aonars	CAID

	3	0 septembre 20	)14		31 mars 2014	
	Dette à	Loyers		Dette à	Loyers	
	long terme	minimaux	Total	long terme	minimaux	Total
Moins de 1 an	279 000	23 365	302 365	393 600	24 558	418 158
De 1 à 2 ans	432 500	18 275	450 775	213 819	17 395	231 214
De 2 à 3 ans	965 625	14 241	979 866	1 181 875	11 755	1 193 630
De 3 à 4 ans	-	11 658	11 658	-	8 919	8 919
De 4 à 5 ans	-	9 121	9 121	-	6 816	6 816
Plus de 5 ans	-	28 450	28 450	-	16 494	16 494
	1 677 125	105 110	1 782 235	1 789 294	85 937	1 875 231

#### **BILAN**

En ce qui concerne les éléments du bilan au 30 septembre 2014, comparativement à ceux au 31 mars 2014, les variations sont attribuables aux fluctuations normales d'exploitation.

## SUIVI SUR CERTAINS ÉLÉMENTS FAISANT L'OBJET D'UNE ANALYSE

Pour une analyse relative aux garanties, aux transactions entre parties liées, aux normes comptables, aux méthodes comptables critiques et au recours à des estimations comptables, aux normes futures, aux nouvelles normes comptables adoptées, aux risques et incertitudes, ainsi qu'une analyse de sensibilité des variations de taux d'intérêt et de la devise américaine, veuillez consulter la discussion contenue dans le rapport annuel 2014 de la Société (pages 18 à 27 du rapport de gestion).

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit constatée, traitée, résumée et présentée dans les délais précisés dans cette législation.

## CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef des finances, conjointement avec la direction, ont conclu, au meilleur de leur connaissance et après avoir procédé à une évaluation, qu'il n'y a eu, au 30 septembre 2014, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

## INFORMATION SECTORIELLE

#### Secteur Canada

(en millions de dollars CAD)

Exercices	20	15	2014			
	T2	T1	T4	Т3	T2	T1
Revenus	971,7	949,1	881,4	955,6	920,5	896,0
BAIIA	106,8	113,3	108,9	116,1	116,7	115,7

Le Secteur Canada comprend la Division Produits laitiers (Canada) et la Division Boulangerie. La Division Boulangerie représente moins de 5 % des revenus du Secteur.

#### Revenus

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2014, les revenus du Secteur Canada ont totalisé 971,7 millions de dollars, en hausse de 51,2 millions de dollars comparativement à 920,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de Scotsburn a contribué à cette hausse pour le trimestre. De plus, dans la Division Produits laitiers (Canada), la hausse des prix de vente découlant de la hausse du coût de la matière première, le lait, et la légère hausse des volumes de ventes, partiellement contrebalancées par une combinaison de produits défavorable, ont donné lieu à une augmentation des revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur Canada ont totalisé 1,921 milliard de dollars, en hausse de 104,2 millions de dollars comparativement à 1,817 milliard de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de Scotsburn depuis le 14 avril 2014 a permis d'accroître les revenus pour la période. De plus, l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait ainsi que l'augmentation des volumes de ventes ont eu une incidence positive sur les revenus.

### **BAIIA**

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2014, le BAIIA s'est chiffré à 106,8 millions de dollars, en baisse de 9,9 millions de dollars ou 8,4 %, comparativement à 116,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Dans la Division Produits laitiers (Canada), la hausse des coûts des ingrédients, un contexte plus concurrentiel ainsi que le retard dans l'achèvement du projet de nouveau centre de distribution situé à Saint-Laurent, au Québec, ont eu une incidence négative sur le BAIIA. Par ailleurs, l'acquisition de Scotsburn a légèrement contribué au BAIIA.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA s'est établi à 220,1 millions de dollars, en baisse de 12,3 millions de dollars ou 5,3 %, comparativement à 232,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des coûts des ingrédients, un contexte plus concurrentiel ainsi que le retard dans l'achèvement du projet de nouveau centre de distribution situé à Saint-Laurent, au Québec, ont eu une incidence négative sur le BAIIA, ce qui a contrebalancé l'apport positif de l'acquisition de Scotsburn.

## Secteur USA

(en millions de dollars CAD)

(CIT TIIIIIOTIS de dollars OAD)							_
Exercices	20	015	2014				Ī
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	
Revenus	1 345,1	1 291,9	1 220,0	1 138,0	1 078,6	1 053,3	
BAIIA	136,6	117,8	128,1	121,1	107,9	112,6	

## Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	20	2015		201	4	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché <sup>1,2</sup>	10	(35)	16	9	(17)	12
Taux de change du dollar américain1	6	7	9	5	4	1

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

## Autres informations pertinentes

(en dollars US, sauf le taux de change moyen)

Exercices	20	15				
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Prix moyen du bloc par livre de fromage	2,111	2,161	2,178	1,836	1,735	1,779
Prix de clôture par livre de fromage <sup>1</sup>	2,208	2,000	2,385	2,000	1,765	1,638
Prix moyen du beurre par livre	2,676	2,123	1,832	1,579	1,467	1,610
Prix de clôture du beurre par livre <sup>2</sup>	2,895	2,500	2,000	1,533	1,610	1,428
Prix de marché moyen du lactosérum par livre <sup>3</sup>	0,653	0,660	0,620	0,570	0,580	0,580
Écart <sup>4</sup>	(0,021)	(0,008)	0,012	0,044	0,041	0,046
Taux de change moyen du dollar américain par						
rapport au dollar canadien⁵	1,090	1,091	1,104	1,042	1,039	1,023

Le prix de clôture du bloc correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME) le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

Le Secteur USA comprend la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA).

#### Revenus

Les revenus du Secteur USA se sont élevés à 1,345 milliard de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2014, en hausse de 266,5 millions de dollars comparativement à 1,079 milliard de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage, lequel s'est établi à 2,11 \$ US au deuxième trimestre de l'exercice 2015 comparativement à 1,73 \$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ainsi que le prix moyen du beurre, qui est passé de 1,47 \$ US à 2,68 \$ US, ont donné lieu à une hausse des revenus d'environ 175 millions de dollars. La hausse des prix de vente dans la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA) et l'augmentation des volumes de fromage au cours du trimestre ont eu une incidence positive sur les revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'affaiblissement du dollar canadien a contribué à augmenter les revenus d'environ 53 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 2,637 milliards de dollars, en hausse de 505,1 millions de dollars comparativement à 2,132 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage et du prix moyen du beurre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 306 millions de dollars. Une augmentation des volumes de ventes a également contribué à cette hausse. L'affaiblissement du dollar canadien a contribué à augmenter les revenus d'environ 123 millions de dollars.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les ventes d'aliments laitiers.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Le prix de clôture du beurre correspond au prix du beurre de catégorie AA transigé sur la CME le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Le prix de marché moyen du lactosérum est basé sur les informations publiées par le Dairy Market News.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> L'écart correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par 100 livres de lait de catégorie III et/ou de catégorie 4b divisé par 10

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Selon l'information publiée par la Banque du Canada.

### **BAIIA**

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2014, le BAIIA s'est établi à 136.6 millions de dollars, en hausse de 28,7 millions de dollars ou 26,6 % comparativement à 107,9 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation des volumes de ventes dans la Division Fromages (USA) conjuguée aux initiatives relatives aux prix, à l'efficience opérationnelle et à une baisse des coûts d'exploitation ont fait augmenter le BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le prix d'ouverture du bloc s'est établi à 2,00 \$ US et le prix de clôture à 2,21 \$ US, soit une augmentation de 0,21 \$ US, comparativement à un prix d'ouverture de 1,64 \$ US et à un prix de clôture de 1,77 \$ US, soit une augmentation de 0,13 \$ US, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart net pour ce trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a eu une incidence favorable sur la réalisation des stocks. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été moins favorable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le prix moyen du bloc par livre de fromage s'est établi à 2,11 \$ US pour le trimestre, en hausse de 0,38 \$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a eu une incidence favorable sur l'absorption des frais fixes. À l'inverse, une hausse du prix moyen du beurre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a eu une incidence défavorable sur le BAIIA. Ces facteurs du marché combinés ont eu une incidence positive d'environ 10 millions de dollars sur le BAIIA. L'affaiblissement du dollar canadien comparativement au dollar américain a eu une incidence positive d'environ 6 millions de dollars sur le BAIIA.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA s'est établi à 254,4 millions de dollars, en hausse de 33,9 millions de dollars comparativement à 220,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2014, les facteurs du marché ont donné lieu à une diminution du BAIIA d'environ 25 millions de dollars, principalement en raison d'une relation défavorable entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, et de la hausse du prix moyen du beurre. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par l'incidence favorable, sur l'absorption des frais fixes, de la hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation des volumes de ventes conjuguée aux initiatives relatives aux prix dans la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA) ont eu une incidence positive sur le BAIIA. L'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence positive d'environ 13 millions de dollars sur le BAIIA.

#### Secteur International

(en millions de dollars CAD)

Exercices	20	15	2014			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	384,5	379,7	384,5	249,5	231,2	224,2
BAIIA	38,7	37,8	40,8	22,8	15,8	13,8

Le Secteur International comprend la Division Produits laitiers (Argentine), la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Ingrédients laitiers. La Division Ingrédients laitiers comprend les ventes nationales et d'exportation d'ingrédients de nos divisions nord-américaines, ainsi que l'exportation de fromages de ces divisions.

#### Revenus

Les revenus du Secteur International ont totalisé 384,5 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 153,3 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'inclusion des revenus de la Division Produits laitiers (Australie) pour le trimestre. L'augmentation des revenus tirés de la Division Produits laitiers (Argentine) est attribuable à la hausse des prix de vente sur le marché d'exportation ainsi qu'à la hausse des prix de vente découlant de l'augmentation du coût de la matière première, le lait. Les volumes de ventes ont légèrement augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus de la Division Ingrédients laitiers ont également augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la hausse des volumes de ventes conjuguée à la hausse des prix de vente sur le marché d'exportation, partiellement contrebalancées par une combinaison de produits défavorable. L'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin a entraîné une baisse des revenus d'environ 41 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 764,2 millions de dollars, en hausse de 308,8 millions de dollars comparativement à 455,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'inclusion des revenus de la Division Produits laitiers (Australie) pour la période. L'augmentation des revenus tirés de la Division Produits laitiers (Argentine) est attribuable à la hausse des prix de vente sur le marché d'exportation ainsi que des prix de vente découlant de l'augmentation du coût de la matière première, le lait. Les volumes de ventes sont demeurés stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les revenus de la Division Ingrédients laitiers ont augmenté par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison d'une hausse des volumes de ventes et des prix de vente sur le marché international. L'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin a entraîné une baisse des revenus d'environ 77 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

#### BAIIA

Le BAIIA du Secteur International s'est élevé à 38,7 millions de dollars, soit une hausse de 22,9 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'inclusion du BAIIA provenant de la Division Produits laitiers (Australie) pour le trimestre. Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Argentine) a augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des prix de vente sur le marché d'exportation qui a contrebalancé l'augmentation des coûts d'exploitation au cours du trimestre. Le BAIIA de la Division Ingrédients laitiers est comparable à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, puisque le Secteur a profité d'une hausse des prix de vente sur le marché d'exportation, laquelle a été contrebalancée par une combinaison de produits défavorable.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA a totalisé 76,5 millions de dollars, soit une hausse de 46,9 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'inclusion du BAIIA provenant de la Division Produits laitiers (Australie) pour la période. Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Argentine) a augmenté par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des prix de vente sur le marché d'exportation, partiellement contrebalancée par une hausse des coûts d'exploitation. Le BAIIA de la Division Ingrédients laitiers est demeuré stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, car une hausse des prix de vente sur le marché international a compensé la légère baisse des volumes de ventes et la hausse des coûts d'exploitation.

### **PERSPECTIVES**

Dans le Secteur Canada, l'acquisition de Scotsburn, complétée le 14 avril 2014, permettra à la Division Produits laitiers (Canada) d'accroître sa présence dans les Maritimes. Cette acquisition s'inscrit dans les efforts continus de la Société visant à accroître les volumes dans la catégorie du lait nature. La Division continuera d'évaluer les occasions et les synergies possibles afin d'améliorer et d'élargir sa gamme de produits pour ses clients pendant le reste de l'exercice 2015. En outre, la Division cherchera des occasions dans des catégories qui offrent un potentiel de croissance et pour lesquelles la Société est bien positionnée, notamment les catégories des produits laitiers à valeur ajoutée et des fromages de spécialité. Les investissements dans ces catégories permettent à la Société de tirer parti d'un réseau de distribution national afin de maximiser l'accessibilité au Canada.

L'innovation demeure une priorité, celle-ci permettant au Secteur d'offrir des produits qui répondent aux besoins des consommateurs d'aujourd'hui. Par conséquent, des ressources sont affectées à l'innovation de produits, ce qui permet au Secteur de nouer et de conserver des relations à long terme avec les consommateurs et les clients.

Au cours du deuxième trimestre, la Société a remis en question la fermeture de l'installation de Glenwood, en Alberta, annoncée antérieurement, laquelle devait avoir lieu en décembre 2015. L'installation poursuivra ses activités. Au cours de la même période, la Société a annoncé que l'installation de Trois-Rivières, au Québec, cessera ses activités en septembre 2015. Ses activités seront transférées à d'autres installations existantes.

La Division Produits laitiers (Canada) achèvera, au cours des prochains trimestres de l'exercice 2015, le projet qui vise à regrouper les activités de distribution de la région du Grand Montréal dans un seul centre situé à Saint-Laurent, au Québec, ce qui devait être complété au premier trimestre de l'exercice 2015. Cette initiative a été annoncée au cours de l'exercice 2013 et découle de l'évaluation continue des activités par la Société en vue de réduire les coûts et d'augmenter la productivité.

Dans le Secteur USA, nous compléterons l'intégration de la Division Aliments laitiers (USA) en nous concentrant avant tout sur la mise en œuvre des processus et des systèmes de la Division. Le Secteur a l'intention de tirer parti de la place occupée par cette Division à l'échelle nationale en ce qui a trait à la fabrication et à la distribution. La Division Aliments laitiers (USA) mettra l'accent sur l'accroissement des volumes en s'alignant sur des clients solides et en croissance ainsi qu'en mettant en marché de produits innovateurs. De plus, au cours du reste de l'exercice 2015, nous poursuivrons nos efforts visant à accroître le volume enregistré par la Division Fromages (USA), des efforts qui, avec la collaboration de notre Secteur International, seront axés sur la croissance du marché des ventes d'exportation. La Division Fromages (USA) prévoit continuer d'accroître ses activités de distribution et sa part de marché liées à ses gammes de premier ordre de fromages en bâtonnets et de produits aromatisés de fromage bleu. La Société s'efforcera de mettre en œuvre des initiatives afin de réduire au minimum l'incidence négative de la volatilité potentielle du marché.

Suite aux dépenses en immobilisations effectuées à une installation du Midwest à l'exercice précédent, le Secteur commence à bénéficier de la baisse des coûts d'exploitation, en plus de bénéficier de la fermeture de deux usines survenue en mai et en juillet 2014, tel qu'annoncé en mars 2014. Dans un but semblable, le Secteur continuera d'évaluer les possibilités d'accroître l'efficience tant dans les installations de fabrication que dans les installations de distribution aux États-Unis, et il continuera également à surveiller les fluctuations des marchés des produits laitiers et prendra les décisions appropriées pour limiter l'incidence sur ses activités.

Le Secteur International continue de chercher à accroître les volumes de ventes sur les marchés existants et de développer d'autres marchés internationaux grâce à ses activités en Argentine, dont la capacité s'est accrue au cours des deux derniers exercices. De plus, le Secteur cherchera à accroître les volumes de ventes de fromage à l'exportation provenant de la Division Fromages (USA). L'inclusion de la Division Produits laitiers (Australie) a procuré au Secteur International une plateforme additionnelle afin de viser une croissance à long terme de ses activités liées aux produits laitiers à l'échelle mondiale. Nous avons l'intention d'accélérer la croissance en Australie, en effectuant les dépenses en immobilisations nécessaires et en consacrant des ressources à l'accroissement de la capacité de fabrication, à l'augmentation de l'approvisionnement en lait et à la création de nouvelles opportunités. Le Secteur continuera d'évaluer l'ensemble de ses activités dans le but d'améliorer l'efficience opérationnelle.

La Société a l'intention de racheter, dans le cadre d'un programme de rachat dans le cours normal des activités (programme de rachat), à des fins d'annulation, jusqu'à concurrence de 19 532 686 actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % de ses actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2014. Un exemplaire de la notice relative au programme de rachat peut être obtenu sans frais, sur demande, auprès du secrétaire de la Société. Ces rachats seront effectués en conformité avec la réglementation applicable sur une période de 12 mois commençant le 17 novembre 2014 et prenant fin le 16 novembre 2015, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. La contrepartie payée par la Société pour toutes les actions ordinaires rachetées sur le marché libre en vertu du programme de rachat sera versée en espèces au cours du marché de ces actions au moment de l'achat. Les rachats effectués au moyen de conventions de gré à gré, conclues en vertu du programme de rachat, seraient à un prix inférieur au cours du marché en vigueur des actions ordinaires au moment de l'achat, comme le prévoit la dispense pertinente. Dans le cadre du programme de rachat, la Société mettra en place un régime de rachat automatique qui lui permettra d'établir des instructions standards quant à la manière dont les actions ordinaires seront rachetées au cours des périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. La Société estime que le rachat de ses propres actions peut, en certaines circonstances appropriées, constituer un investissement responsable des fonds disponibles.

Nous visons toujours à accroître l'efficience globale de tous nos secteurs et à poursuivre notre croissance, tant à l'interne que par le biais d'acquisitions.

(signé) Lino Saputo Lino Saputo Président du conseil d'administration (signé) Lino A. Saputo, Jr. Lino A. Saputo, Jr. Chef de la direction et vice-président du conseil d'administration

Le 6 novembre 2014

# ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action) (non audités)

	Pour les pério	des de trois mois	Pour les pér	iodes de six mois
	terminées	les 30 septembre	terminées	les 30 septembre
	2014	2013	2014	2013
Revenus	2 701 263 \$	2 230 326 \$	5 322 063 \$	4 403 860 \$
Coûts d'exploitation, excluant l'amortissement (note 4)	2 419 088	1 989 938	4 770 996	3 921 376
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	282 175	240 388	551 067	482 484
Amortissement	41 360	35 700	80 307	69 978
Intérêts sur la dette à long terme	13 674	12 978	28 292	25 891
Autres charges financières (note 9)	4 487	3 583	9 401	5 963
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	222 654	188 127	433 067	380 652
Impôts sur les bénéfices	66 926	54 830	132 029	110 607
Bénéfice net	155 728 \$	133 297 \$	301 038 \$	270 045 \$
Attribuable :				
Aux actionnaires de Saputo inc.	154 436 \$	133 297 \$	298 731 \$	270 045 \$
À la participation ne donnant pas le contrôle	1 292	-	2 307	-
	155 728 \$	133 297 \$	301 038 \$	270 045 \$
Résultat par action (note 8)				
Bénéfice net				
De base	0,39 \$	0,34 \$	0,76 \$	0,69 \$
Dilué	0,39 \$	0,34 \$	0,75 \$	0,68 \$

## ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars CAD) (non audités)

	Pour les périodes terminées les	de trois mois 30 septembre	Pour les période terminées les	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice net	155 728 \$	133 297 \$	301 038 \$	270 045 \$
Autres éléments du résultat global :				
Éléments pouvant être reclassés au bénéfice net :				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	112 659	(61 360)	5 857	18 486
Gains (pertes) nets non réalisés sur couvertures de flux de trésorerie¹ (note 10)	261	(1 719)	541	5 392
Reclassement au bénéfice net de gains sur couvertures de flux de trésorerie <sup>2</sup>	-	-	(4 004)	-
Autres éléments du résultat global	112 920	(63 079)	2 394	23 878
Résultat global	268 648 \$	70 218 \$	303 432 \$	293 923 \$
Attribuable :				
Aux actionnaires de Saputo inc.	267 356 \$	70 218 \$	301 609 \$	293 923 \$
À la participation ne donnant pas le contrôle	1 292	, 0 2 10 · ·	1 823	200 020
	268 648 \$	70 218 \$	303 432 \$	293 923 9

Après charge (économie) d'impôts sur les bénéfices de 90 \$ et de 186 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 septembre 2014, respectivement [(597) \$ et 1 874 \$ en 2013].
 Après économie d'impôts sur les bénéfices de 1 716 \$ pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2014 (néant en 2013).

# ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars CAD, sauf les actions ordinaires) (non audités)

Pour la période de six mois terminé	e le 30 septemb	ore 2014								
	Capital-act	tions		Réser	ves					
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options sur actions	Total des réserves	Bénéfices non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début de la période	390 138	703 111 \$	183 321 \$	1 528 \$	57 433 \$	242 282 \$	1 830 911 \$	2 776 304 \$	62 856 \$	2 839 160 \$
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	298 731	298 731	2 307	301 038
Autres éléments du résultat global		-	5 857	(2 979)	-	2 878	· _	2 878	(484) \$	2 394
Résultat global								301 609	1 823	303 432
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	-	(95 971)	(95 971)	-	(95 971)
Régime d'options sur actions (note 7)		-	-	-	8 742	8 742		8 742	-	8 742
Actions émises en vertu du régime d'options										
sur actions	1 894	26 767	-	-	-	-	•	26 767	-	26 767
Montant transféré des réserves au										
capital-actions à l'exercice des options	-	5 633	-	-	(5 633)	(5 633)	-	-	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de										
l'excédent du montant déductible sur le										
coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	2 942	2 942	-	2 942	-	2 942
Actions rachetées et annulées	(693)	(1 297)	-	-	-	-	(21 602)	(22 899)	-	(22 899)
Actions rachetées et non annulées	(75)	(141) \$	-	-	-	-	(2 234)	(2 375)	-	(2 375)
Solde à la fin de la période	391 264	734 073 \$	189 178 \$	(1 451)\$	63 484 \$	251 211 \$	2 009 835 \$	2 995 119 \$	64 679 \$	3 059 798 \$

Pour la période de six mois terminée l	e 30 septembr	e 2013								
_	Capital-actio	ns	Réserves							
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options sur actions	Total des réserves	Bénéfices non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début de la période	393 238	663 275 \$	(5 730) \$	(3 660) \$	47 439 \$	38 049 \$	1 604 348 \$	2 305 672 \$	- \$	2 305 672 \$
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	270 045	270 045	-	270 045
Autres éléments du résultat global	-	-	18 486	5 392	-	23 878	- <u> </u>	23 878	-	23 878
Résultat global								293 923	-	293 923
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	-	(85 820)	(85 820)	-	(85 820)
Régime d'options sur actions (note 7) Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	- 1 280	- 16 194	-	-	7 814 -	7 814	-	7 814 16 194	-	7 814 16 194
Montant transféré des réserves au capital-actions										
à l'exercice des options	-	3 264	-	-	(3 264)	(3 264)	-	-	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de										
l'excédent du montant déductible sur le										
coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	796	796	-	796	-	796
Actions rachetées et annulées	(5 914)	(10 124)	-	-	-	-	(129 866)	(139 990)	-	(139 990)
Actions rachetées et non annulées	(212)	(363)	-	-	-	-	(4 811)	(5 174)	-	(5 174)
Solde à la fin de la période	388 392	672 246 \$	12 756 \$	1 732 \$	52 785 \$	67 273 \$	1 653 896 \$	2 393 415 \$	- \$	2 393 415 \$

# BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en milliers de dollars CAD)

	30 septembre 2014	31 mars 2014
Aux	(non audités)	(audités)
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	50 086 \$	39 346 \$
Débiteurs	837 484	807 409
Stocks	980 521	933 232
Impôts à recevoir	29 912	30 867
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	72 538	84 992
	1 970 541	1 895 846
Immobilisations	1 953 361	1 928 761
Goodwill	1 985 746	1 954 691
Marques de commerce et autres actifs incorporels	492 359	484 830
Autres éléments d'actif	89 556	79 968
Impôts différés	14 021	12 796
Total de l'actif	6 505 584 \$	6 356 892 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 5)	347 253 \$	310 066 \$
Créditeurs et charges à payer	878 872	897 222
Impôts à payer	105 791	124 206
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 6)	279 000	393 600
Transitio do la dotto a long tomic obtioant a monte d'arran (noto o)	1 610 916	1 725 094
Dette à long terme (note 6)	1 398 125	1 395 694
Autres éléments de passif	50 940	48 396
Impôts différés	385 805	348 548
Total du passif	3 445 786 \$	3 517 732 \$
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 7)	734 073	703 111
Réserves	251 211	242 282
Bénéfices non distribués	2 009 835	1 830 911
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Saputo inc.	2 995 119	2 776 304
Participation ne donnant pas le contrôle	64 679	62 856
Total des capitaux propres	3 059 798 \$	2 839 160 \$
Total du passif et des capitaux propres	6 505 584 \$	6 356 892 \$

# ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars CAD) (non audités)

	Pour les périodes	de trois mois	Pour les périodes de six mois		
	terminées les	30 septembre	terminées les 30 septembre		
	2014	2013	2014	2013	
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :					
Exploitation	455 500 4	400.00= 4	+	070 045 4	
Bénéfice net	155 728 \$	133 297 \$	301 038 \$	270 045 \$	
Ajustements pour :					
Rémunération à base d'actions	6 186	5 332	13 835	10 565	
Intérêts et autres charges financières	18 161	16 561	37 693	31 854	
Charge d'impôts sur les bénéfices	66 926	54 830	132 029	110 607	
Amortissement	41 360	35 700	80 307	69 978	
Perte (gain) sur la cession d'immobilisations	81	(361)	(957)	(414)	
Quote-part des bénéfices des coentreprises	(2 266)	-	(2 532)	-	
Sous (sur)-financement des régimes des employés sur le coût	829	(3 953)	1 658	(5 263)	
	287 005	241 406	563 071	487 372	
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(17 279)	(13 177)	(108 568)	(46 303)	
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	269 726	228 229	454 503	441 069	
Intérêts et autres charges financières payés	(11 449)	(10 756)	(33 542)	(31 647)	
Impôts sur les bénéfices payés	(57 039)	(35 156)	(109 934)	(107 515)	
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	201 238	182 317	311 027	301 907	
Investissement					
Acquisition d'entreprises	(3 900)		(64 979)	_	
Ajouts aux immobilisations	(41 709)	(47 420)	(74 157)	(97 507)	
Produit sur la cession d'immobilisations	11	369	1 373	449	
Autres	72	1 676	(714)	763	
Auto	(45 526)	(45 375)	(138 477)	(96 295)	
Financement					
Emprunts bancaires	13 633	48 929	44 021	72 830	
Produit tiré de l'émission de la dette à long terme	-	-	110 000	-	
Remboursement de la dette à long terme	(57 625)	(38 636)	(223 263)	(78 079)	
Émission de capital-actions	9 366	6 353	26 767	16 194	
Rachat de capital-actions	(22 899)	(59 773)	(22 899)	(139 990)	
Dividendes	(95 971)	(85 820)	(95 971)	(85 820)	
	(153 496)	(128 947)	(161 345)	(214 865)	
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 216	7 995	11 205	(9 253)	
ncidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les				, ,	
équivalents de trésorerie	(96)	(438)	(465)	1 169	
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	47 966	27 536	39 346	43 177	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	50 086 \$	35 093 \$	50 086 \$	35 093 \$	

# NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars CAD, sauf pour les données sur les options et les actions.) (non audités)

## NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo inc. (la « Société ») est une société ouverte incorporée et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers à partir du Canada, des États-Unis, de l'Argentine et de l'Australie ainsi que des produits de boulangerie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est le 6869 boulevard Métropolitain Est, St-Léonard, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (« états financiers ») de la Société pour la période terminée le 30 septembre 2014 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le conseil d'administration a approuvé, le 6 novembre 2014, la publication des états financiers pour la période terminée le 30 septembre 2014.

## **NOTE 2** MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément à IAS 34 – Information financière intermédiaire, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Conséquemment, certaines divulgations habituellement requises dans la préparation d'un rapport annuel conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») ont été omises ou résumées. Le 5 août 2014, le conseil d'administration a déclaré un dividende en actions correspondant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation, ce qui a eu l'effet d'un fractionnement, à raison de deux actions pour une, des actions ordinaires en circulation de la Société. Le dividende sur les actions ordinaires a été versé le 29 septembre 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 19 septembre 2014. Les actions ordinaires de la Société ont commencé à se négocier ex-dividende (en tenant compte du fractionnement) le 30 septembre 2014 et toutes les références aux actions ordinaires, aux options et autres informations connexes dans ce rapport ont été ajustées rétroactivement pour refléter le dividende en actions.

## **NOTE 3** PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions comptables et méthodes de calcul appliquées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont les mêmes que celles appliquées par la Société dans ses états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 mars 2014, à l'exception de l'impact de l'adoption des normes, interprétations et amendements décrits plus bas.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés audités de la Société.

# INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

L'IASB procède continuellement à de nombreuses révisions des normes en place dans le cadre de ses projets d'amélioration. Un sommaire des normes significatives modifiées et une analyse des changements sont présentés plus bas.

## IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

L'IASB a modifié les définitions des termes « condition de marché » et « condition d'acquisition de droits », et a ajouté les définitions des termes « condition de performance » et « condition de service ». Une condition d'acquisition de droits est maintenant définie comme étant soit une condition de service, soit une condition de performance. Les modifications clarifient également certaines autres exigences relatives aux conditions de performance, de service, de marché et d'acquisition de droits.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014. La direction continue d'évaluer l'incidence de ces exigences, mais les ajustements qui pourraient découler de ces modifications, le cas échéant, ne devraient pas être significatifs.

## IFRS 3, Regroupements d'entreprises

L'IASB a modifié IFRS 3 afin de clarifier le fait que toute contrepartie éventuelle dans un regroupement d'entreprises, qu'il s'agisse d'un actif ou d'un passif, doit continuer d'être évaluée à la juste valeur à chaque date de clôture, peu importe si la contrepartie éventuelle est considérée comme un instrument financier entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 ou d'IAS 39 et peu importe s'il s'agit d'un actif ou d'un passif non financier (les variations de la juste valeur doivent être comptabilisées en résultat net).

Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014. La direction ne croit pas qu'elles auront une incidence significative sur les états financiers de la Société.

### IFRS 8, Secteurs opérationnels

L'IASB a modifié IFRS 8 afin d'exiger qu'une entité fournisse des informations sur les jugements portés dans le cadre de l'application des critères de regroupement énoncés au paragraphe 12. La norme exige désormais une brève description des secteurs opérationnels qui ont été regroupés selon ces critères et des indicateurs économiques qui ont été évalués pour déterminer que ces secteurs présentent des caractéristiques économiques similaires.

IFRS 8 a également été modifiée afin de clarifier le fait qu'une entité doit présenter un rapprochement entre le total des actifs des secteurs à présenter et le total des actifs de l'entité uniquement si ces montants sont habituellement fournis au principal décideur opérationnel.

Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014. La direction continue d'évaluer leur incidence, mais ne s'attend pas à devoir apporter des ajustements importants aux états financiers.

#### IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9 en novembre 2009 dans le but à long terme de remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation.* Depuis, plusieurs modifications ont été apportées à la norme, dont celles faites en juillet et en août 2014 relativement à la classification d'actifs financiers et l'usage d'un modèle unique de dépréciation pour tous les instruments financiers.

Ces modifications, de même que l'application de la norme, entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme, y compris ces modifications.

#### IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

L'IASB a modifié la base de conclusion pour IFRS 13 afin de clarifier le fait que la publication de cette norme (et les modifications connexes à IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*) n'entraîne pas l'exigence d'actualiser les créances et les dettes à court terme si le montant est négligeable.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et ne devrait avoir aucune incidence significative sur les états financiers de la Société.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

L'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, dans le but de fournir aux entités un modèle unique compréhensible pour la comptabilisation des produits tirés de contrats avec des clients. Cette nouvelle norme remplacera les directives actuelles de constatation des produits incluses dans IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle.* 

L'objectif de cette norme est de fournir une approche en cinq étapes pour la constatation des revenus qui inclut l'identification des contrats avec les clients, l'identification des obligations de prestation, la détermination des prix de transaction, la répartition des prix de transaction aux obligations de prestation et la constatation des revenus lorsque les obligations de prestation sont remplies. Dans certains cas, les transferts d'actifs qui ne sont pas liés aux activités ordinaires de l'entité devront également répondre à certaines des exigences de constatation et d'évaluation du nouveau modèle. De plus, la norme élargit les exigences de présentation actuelles.

Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

## IAS 19, Avantages du personnel

IAS 19 a été modifiée afin de clarifier le fait que si le montant des cotisations des membres du personnel (ou de tiers) ne dépend pas du nombre d'années de service, ces cotisations peuvent être portées en diminution du coût des services dans la période au cours de laquelle les services sont rendus, sans être nécessairement rattachées aux périodes de service. Les autres cotisations des membres du personnel (ou de tiers) doivent être rattachées aux périodes de service selon la formule de calcul des cotisations établie par le régime ou de façon linéaire.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et ne devrait avoir aucune incidence sur les états financiers de la Société.

### IAS 24, Information relative aux parties liées

IAS 24 clarifie le fait qu'une entité de gestion qui fournit à l'entité présentant l'information financière les services de personnes agissant à titre de principaux dirigeants est aussi considérée comme une partie liée de l'entité présentant l'information financière. Par conséquent, les montants engagés par l'entité présentant l'information financière relativement à ces services doivent être inclus dans les montants présentés dans la note sur les transactions entre parties liées. La présentation d'informations sur les composantes des services fournis n'est pas requise.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et ne devrait avoir aucune incidence sur les états financiers de la Société.

## IAS 40, Immeubles de placement

L'IASB a modifié IAS 40 afin de clarifier le fait que les dispositions de cette norme et d'IFRS 3, Regroupements d'entreprises, ne sont pas mutuellement exclusives et que l'application des deux normes peut être requise dans le cas de l'acquisition d'un actif. L'entité doit déterminer si l'actif acquis répond à la définition d'immeuble de placement et si la transaction constitue une acquisition d'entreprise selon IFRS 3.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et ne devrait avoir aucune incidence sur les états financiers de la Société.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

# INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS ADOPTÉES AU COURS DE LA PÉRIODE

Les normes qui suivent ont été adoptées par la Société le 1er avril 2014 :

#### IAS 36, Dépréciation d'actifs

En mai 2013, l'IASB a publié des modifications à IAS 36 qui n'exigent plus la divulgation des montants recouvrables de chaque unité génératrice de trésorerie ou groupe d'unités pour lesquels une portion importante de la valeur comptable totale du goodwill (ou d'autres actifs incorporels ayant une durée de vie utile indéterminée) leur a été affectée. L'IASB clarifie que cette exigence est seulement applicable dans l'éventualité d'une perte de valeur ou de la reprise d'une perte de valeur.

Cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2014.

#### IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation

En juin 2013, l'IASB a publié des modifications à IAS 39 qui clarifient le fait que la comptabilité de couverture ne prend pas fin en raison de la novation, sous certaines circonstances, d'un dérivé qui a été désigné comme un instrument de couverture. Auparavant, en vertu d'IAS 39, la novation de dérivés entraînait la cessation de la comptabilité de couverture.

Cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2014.

# NOTE 4 COÛTS D'EXPLOITATION, EXCLUANT L'AMORTISSEMENT

	•	ériodes de trois mois ées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre		
	2014	2013	2014	2013		
Variations des stocks de produits finis et de produits en cours	(50 985) \$	36 977 \$	(27 162) \$	(870) \$		
Matières premières et consommables utilisées	2 000 965	1 536 092	3 880 695	3 094 903		
(Gain) perte sur change	(1 023)	1 110	(5 076)	381		
Avantages du personnel	259 078	226 393	512 098	453 106		
Frais de vente	74 037	63 629	143 163	128 945		
Autres frais généraux et d'administration	137 016	125 737	267 278	244 911		
	2 419 088 \$	1 989 938 \$	4 770 996 \$	3 921 376 \$		

## NOTE 5 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

		Disponible pour utilisation			Montant u	tilisé
		Équivalent				
		en devise				
Facilités de crédit	Échéance	canadienne	Devise de b	oase	30 septembre 2014	31 mars 2014
Amérique du Nord - USA	Juillet 2019 <sup>1</sup>	224 000	200 000	USD	19 040 \$	95 073 \$
Amérique du Nord - Canada	Juillet 2019 <sup>1</sup>	336 000	300 000	USD	172 060	80 285
Argentine	Annuelle <sup>2</sup>	185 609	1 404 000	ARS	85 124	79 487
Australie	Annuelle <sup>3</sup>	153 900	157 201	AUD	71 029	55 221
		899 509			347 253 \$	310 066 \$

Portent mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2 %, selon un ratio financier de la Société. En avril 2014, la durée de cette facilité, qui venait à échéance en juillet 2017, a été prolongée jusqu'en juillet 2019.

Portent mensuellement intérêt au taux local et peuvent être utilisées en pesos argentins ou en dollars américains.

Portent mensuellement intérêt au taux des acceptations bancaires australiennes majoré de 0,85 % (prélèvements en AUD) ou au taux LIBOR majoré de 0,75 % (prélèvements en USD).

# NOTE 6 DETTE À LONG TERME

	30 septembre 2014	31 mars 2014
Facilité de prêt bancaire à terme non garantie		
Obtenue en octobre 2013 et échéant en décembre 2016 (500 000 000 \$)1	453 125 \$	374 375 \$
Obtenue en décembre 2012 et échéant en décembre 2016 (tranche USD 350 000 000 \$) <sup>2</sup>	98 000	179 644
Obtenue en décembre 2012 et échéant en décembre 2016 (tranche CAD 850 000 000 \$)²	850 000	850 000
Effets de premier rang non garantis <sup>3</sup>		
8,41 %, émis en novembre 1999 et échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	56 000	55 275
5,34 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2014	-	110 000
5,82 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2016	220 000	220 000
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	1 677 125 \$	1 789 294 \$
Tranche échéant à moins d'un an	279 000	393 600
	1 398 125 \$	1 395 694 \$
Les remboursements de capital se répartissent comme suit:		
Moins de 1 an	279 000 \$	393 600 \$
De 1 à 2 ans	432 500	213 819
De 2 à 3 ans	965 625	1 181 875
De 3 à 4 ans	-	-
De 4 à 5 ans	-	-
Plus de 5 ans	-	-
	1 677 125 \$	1 789 294 \$

<sup>1</sup> Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1 % ou le taux des

Porte mensuellement interet a des taux variant entre le taux preterentiel des preteurs majore jusqu'à un maximum de 1 % ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2 %, selon un ratio financier de la Société.

Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2 %, selon un ratio financier de la Société. Avec prise d'effet le 4 février 2013, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt afin de fixer le taux pour la durée totale de la tranche libellée en dollars américains et pour 700 000 000 \$ de la tranche libellée en dollars canadiens de la facilité de prêt bancaire à terme non garantie. Le taux d'intérêt effectif fixe est de 1,58 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour libellée en dollars américains.

Les paiements d'intérêts sont semi-annuels.

### Émis

	30 septembre 2014	31 mars 2014
391 264 364 actions ordinaires (390 137 824 actions ordinaires au 31 mars 2014)	734 073 \$	703 111 \$

#### Dividende en actions

Le 5 août 2014, le conseil d'administration a déclaré un dividende en actions correspondant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation, ce qui a eu l'effet d'un fractionnement, à raison de deux actions pour une, des actions ordinaires en circulation de la Société. Le dividende sur les actions ordinaires a été versé le 29 septembre 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 19 septembre 2014. Les actions ordinaires additionnelles ont été émises le 29 septembre 2014. Le nombre total d'actions ordinaires présenté plus haut reflète rétroactivement l'impact du fractionnement, à raison de deux actions pour une.

#### Régime d'option d'achat d'actions

Le nombre d'options en circulation, pour les périodes de six mois, a varié de la façon suivante :

	3	0 septembre 2014	30 septembre 2013		
	Nombre Prix d'exercice		Nombre	Prix d'exercice	
	d'options	moyen pondéré	d'options	moyen pondéré	
Solde au début de la période	16 896 962	18,26 \$	16 751 862	15,39 \$	
Options octroyées	4 125 652	27,74 \$	4 130 538	25,55 \$	
Options levées	(1 894 340)	14,13 \$	(1 280 894)	12,65 \$	
Options annulées	(228 558)	24,53 \$	(288 398)	20,76 \$	
Solde à la fin de la période	18 899 716	20,66 \$	19 313 108	17,67 \$	

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2015 est de 27,74 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi (25,55 \$ pour l'exercice 2014).

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées durant l'exercice 2015 a été estimée à 5,46 \$ par option (5,77 \$ pour l'exercice 2014) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	30 septembre 2014	31 mars 2014
Moyenne pondérée :		
Taux d'intérêt sans risque	1,71 %	1,34 %
Durée prévue des options	5,3 ans	5,5 ans
Volatilité	23,43 %	26,96 %
Taux de dividendes	1,82 %	1,66 %

Une charge de rémunération de 4 395 000 \$ (3 735 000 \$ après impôts sur les bénéfices) et de 8 742 000 \$ (7 414 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options sur actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2014, respectivement. Une charge de rémunération de 3 829 000 \$ (3 258 000 \$ après impôts sur les bénéfices) et de 7 814 000 \$ (6 676 000 \$ après impôts sur les bénéfices) a été comptabilisée pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2013, respectivement.

## **NOTE 8 RÉSULTAT PAR ACTION**

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois	
			terminées le	s 30 septembre
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de Saputo inc.	154 436 \$	133 297 \$	298 731 \$	270 045 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	391 605 878	390 003 378	391 105 299	391 610 506
Options dilutives	6 277 303	5 016 004	5 867 328	5 320 562
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	397 883 181	395 019 382	396 972 627	396 931 068
Bénéfice de base par action	0,39 \$	0,34 \$	0,76 \$	0,69 \$
Bénéfice dilué par action	0,39 \$	0,34 \$	0,75 \$	0,68 \$

Lors du calcul du bénéfice dilué par action pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2014, aucune option n'a été exclue du calcul puisque leur prix d'exercice est inférieur à la valeur de marché moyenne des actions ordinaires pour la période (4 042 962 options ont été exclues pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2013).

Les actions rachetées dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités ont été exclues du calcul du bénéfice par action à la date de rachat.

## **NOTE 9 AUTRES CHARGES FINANCIÈRES**

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Charges financières	4 607 \$	3 688 \$	9 594 \$	6 192 \$
Revenus financiers	( 120)	( 105)	( 193)	( 229)
	4 487 \$	3 583 \$	9 401 \$	5 963 \$

## **NOTE 10 INSTRUMENTS FINANCIERS**

La Société a déterminé que la juste valeur de certains de ses actifs financiers et passifs financiers ayant des échéances à court terme équivaut à leur valeur comptable. Ces instruments financiers incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les emprunts bancaires, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau qui suit présente la juste valeur et la valeur comptable d'autres instruments financiers au 30 septembre 2014 et au 31 mars 2014.

	<b>30 septembre 2014</b> 31 mars 2			
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Couvertures de flux de trésorerie				
Swaps de taux d'intérêt (niveau 2)	(1 944) \$	(1 944) \$	(2 671) \$	(2 671) \$
Dérivés de change (niveau 2)	(921)	(921)	140	140
Dérivés non désignés dans une relation de				
couverture officielle				
Swaps de devises (niveau 2)	7 \$	7 \$	3 \$	3 \$
Contrats à terme sur marchandises (niveau 2)	738	738	162	162
Dette à long terme	1 689 819	1 677 125	1 808 190	1 789 294

## **NOTE 11 INFORMATION SECTORIELLE**

	•	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013	
Revenus					
Canada	971 706 \$	920 536 \$	1 920 824 \$	1 816 584 \$	
USA	1 345 102	1 078 570	2 637 037	2 131 891	
International	384 455	231 220	764 202	455 385	
	2 701 263 \$	2 230 326 \$	5 322 063 \$	4 403 860 \$	
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices					
Canada	106 820 \$	116 662 \$	220 136 \$	232 359 \$	
USA	136 612	107 943	254 383	220 537	
International	38 743	15 783	76 548	29 588	
	282 175 \$	240 388 \$	551 067 \$	482 484 \$	
Amortissement					
Canada	15 120 \$	13 759 \$	28 245 \$	26 868 \$	
USA	21 891	20 733	43 723	40 734	
International	4 349	1 208	8 339	2 376	
	41 360 \$	35 700 \$	80 307 \$	69 978 \$	
Charges financières, montant net	18 161	16 561	37 693	31 854	
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	222 654	188 127	433 067	380 652	
Impôts sur les bénéfices	66 926	54 830	132 029	110 607	
Bénéfice net	155 728 \$	133 297 \$	301 038 \$	270 045 \$	

## NOTE 12 ACQUISITION D'ENTREPRISES

## **Scotsburn Co-Operative Services Limited**

La Société a conclu, le 14 avril 2014, l'acquisition des activités relatives au lait nature de Scotsburn Co-Operative Services Limited, située dans les Maritimes. Ses activités comprennent la fabrication, la vente, la commercialisation, la distribution et le marchandisage de produits, dont le lait nature, la crème, la crème sure, les préparations pour crème glacée et le fromage cottage, principalement sous la marque Scotsburn. La répartition préliminaire du prix d'acquisition est présentée plus bas. La répartition finale sera complétée d'ici au 31 mars 2015.

		Scotsburn Co-Operative Services Limited
Actifs acquis	Stocks	5 132 \$
	Frais payés d'avance et autres éléments d'actifs	777
	Immobilisations	22 455
	Goodw ill	23 651
	Marques de commerce et autres actifs incorporels	14 973
Passifs repris	Créditeurs et charges à payer	(2 009)
Actifs nets acquis et	t contrepartie totale payée	64 979 \$

Le goodwill comptabilisé représente la valeur attribuée aux synergies futures prévues et à la main-d'œuvre regroupée.